

# COOPÉRATION

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CAHIER THÉMATIQUE H • LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 FÉVRIER 2015



De l'eau potable dans des écoles et des villages congolais Page H 2



Reconstruire par le livre Page H 3



T.E.A.M

Le théâtre est un des moyens d'éducation utilisés par les organisations non gouvernementales.

## DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

# Entre réussite et espoir

Le développement international a aussi un visage positif; les organismes de coopération constatent des progrès et gardent espoir pour l'avenir. Tel est le message de la Semaine du développement international, organisée par le réseau de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 7 février.

VICKY FRAGASSO-MARQUIS

« Il y a vraiment des choses positives qui se font en coopération internationale, puis il y a une manière de changer les choses malgré tout, même s'il reste beaucoup de travail à faire », a souligné Amélie Nguyen, analyste politique à l'AQOCI, en entrevue téléphonique. Les organisations profitent ainsi de cette semaine pour rejoindre les citoyens et leur faire comprendre qu'ils peuvent tous contribuer à bâtir un monde meilleur.

L'AQOCI a ciblé cinq grands enjeux qui se-

ront abordés par différents organismes: les inégalités en général, l'égalité entre les hommes et les femmes, les changements climatiques, la santé des mères et des enfants ainsi que la paix. Des activités portant sur ces différents thèmes seront présentées dans les cégeps pour rejoindre les jeunes. « On veut varier la gamme d'âges, et le fait d'aller dans les cégeps élargit la portée de notre message », a noté M<sup>me</sup> Nguyen.

L'Association a aussi misé sur la publication de caricatures sur son site Internet, qui ont été réalisées par des artistes québécois, dont Richard « Suicide », Francis Desharnais et Alexandre Fontaine Rousseau. « L'humour vient rejoindre les gens d'une manière différente; un peu plus irrévérencieuse, plus mobilisatrice parfois. Ça frappe les esprits », a expliqué l'analyste politique de l'AQOCI.

### Mondialisation des enjeux

Amélie Nguyen croit qu'il est possible d'attirer l'attention des Canadiens sur la coopération internationale, en démontrant toute l'interrelation entre leurs problèmes locaux et ceux des pays en voie de développement. « Quand on parle d'inégalités, ça affecte les Canadiens

comme ça affecte les Maliens. C'est un peu la même logique faisant que les inégalités s'approfondissent au sein des pays », a-t-elle expliqué.

Selon elle, les crises financières récentes et les conséquences des changements climatiques démontrent plus que jamais que le destin du Canada est lié à celui des autres pays. « Les Canadiens sont des citoyens du monde et ils ont un rôle à jouer », a-t-elle affirmé.

### « Un réseau en crise »

L'AQOCI tenait d'ailleurs une conférence, le jeudi 5 février, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sur la santé des mères et de leurs enfants, un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre depuis les dernières années. Lors de son discours à la dernière Assemblée générale des Nations unies, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a annoncé qu'il investirait 3,5 milliards de dollars sur cinq ans pour les mères et les enfants des pays en voie de développement.

M<sup>me</sup> Nguyen reconnaît que cette décision du Canada constitue une « amélioration ». Elle a toutefois relevé qu'il s'agit ici d'un « financement prévisible », qui touche un secteur très pointu. Ce n'est donc pas suffisant, selon elle,

et elle espère que la semaine — qui est d'ailleurs financée par le gouvernement fédéral — permettra aussi d'attirer l'attention des élus.

« C'est un réseau en crise à plusieurs égards. Des organismes ont dû couper du personnel et couper des liens avec les partenaires du Sud », a-t-elle regretté.

En vertu des Objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par les 193 membres des Nations unies, les pays riches s'étaient engagés à réserver 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide internationale.

Or le directeur parlementaire du budget estimait que le Canada avait versé 0,27% de son PIB en 2013-2014, alors qu'il avait investi 0,34% deux ans plus tôt. « Les compressions de dépenses prévues en 2014-2015 feront encore baisser ce pourcentage », était-il écrit dans le rapport publié à la mi-janvier.

M<sup>me</sup> Nguyen juge cependant que, dans les dernières années, le gouvernement s'est montré plus ouvert aux discussions. « On réussit à les rencontrer, c'est quand même positif », a-t-elle conclu.

Collaboratrice  
Le Devoir

10 ans déjà!  
2004 2014

TOUS LES ENFANTS DE L'AUTRE MONDE

Organisme de solidarité internationale qui intervient auprès des enfants et jeunes en situation difficile

- Stages d'initiation à la coopération internationale (scolaires, adultes, QSF)
- Mandats personnalisés de coopérateurs volontaires
- Projets durables en lien avec les réalités locales

+ de 75 stages dans 12 pays  
+ de 1000 participants  
+ de 15 projets développés

www.team-monde.org  
(450) 729-0917



# COOPÉRATION INTERNATIONALE

OXFAM-QUÉBEC

## De l'eau potable dans des écoles et des villages congolais

Avec l'appui d'Oxfam-Québec, des villageois se serrent les coudes pour se doter d'une source d'eau et adopter des mesures d'hygiène afin de combattre la diarrhée, le choléra et la malaria.

MARIE LAMBERT-CHAN

En République démocratique du Congo (RDC), environ 35 millions de personnes, soit la moitié de la population, n'ont pas accès à l'eau potable et vivent dans un environnement insalubre. Ces conditions entraînent la mort de milliers de Congolais chaque année, surtout en milieu rural. Les enfants sont particulièrement atteints: un sur cinq souffre régulièrement de la diarrhée et un sur trois de la malaria. C'est sans compter le choléra qui sévit dans certaines provinces. Pour enrayer le problème, le gouvernement a mis en place le projet «Ecole et village assainis», auquel s'est joint Oxfam-Québec en 2008. «On travaille en étroite collaboration avec la communauté pour mettre en place des sources d'eau potable et faire la promotion de mesures d'hygiène comme le lavage des mains», explique Claire Lebeau, coopérante volontaire pour Oxfam-Québec qui a séjourné pendant 18 mois en RDC à titre de conseillère en développement organisationnel pour ce programme.

La retraitée de 65 ans consacre tout son temps au développement international, pratiquement une seconde carrière pour elle. Au cours des dernières années, elle a œuvré pour différents organismes et visité plusieurs pays. C'était néanmoins la première fois qu'elle mettait les pieds en RDC et elle a adoré son expérience. «C'est un projet formi-

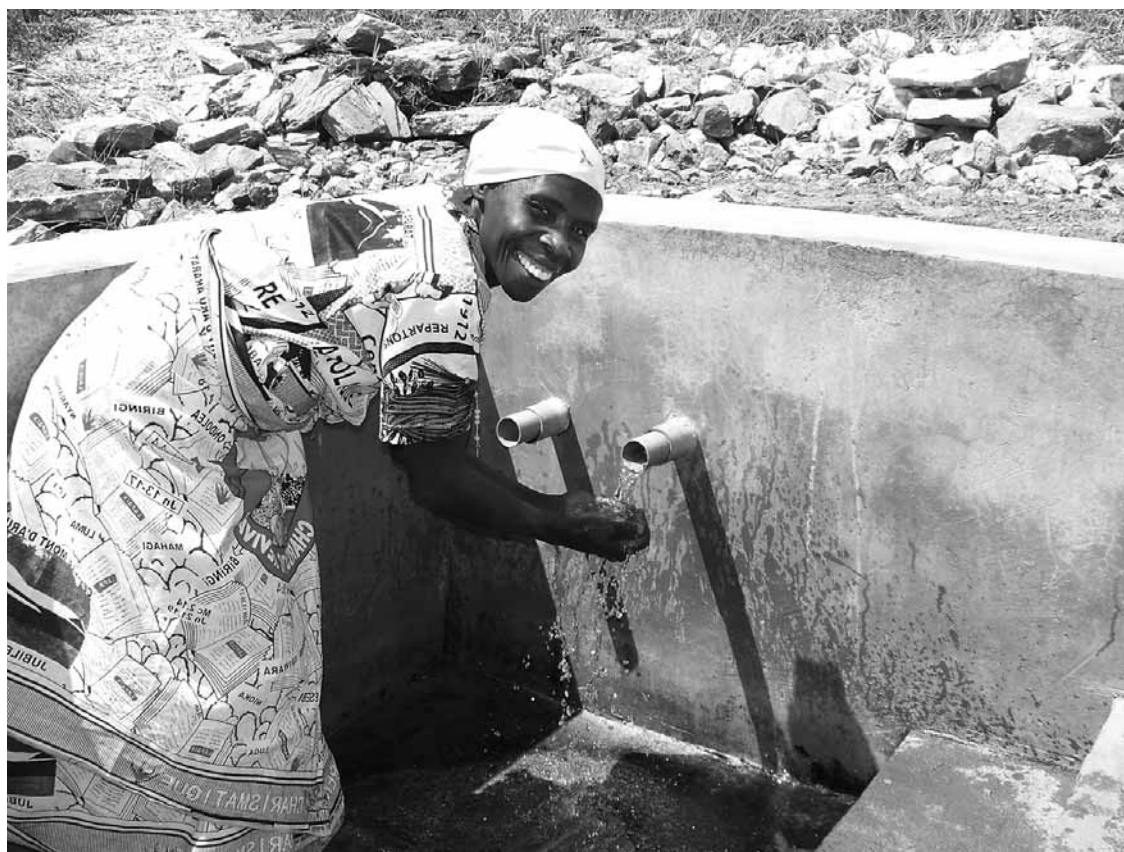
dable où on s'aperçoit que de petits gestes peuvent littéralement sauver des vies», remarque celle qui est de retour au Québec depuis décembre 2013.

C'est un projet qui est également ambitieux. D'ici 2017, le gouvernement espère que 8633 villages et 2250 écoles auront obtenu la certification «Ecole et village assainis», une norme qui implique entre autres que 80% ou plus des habitants utilisent de l'eau potable et que 80% ou plus des ménages fassent usage de latrines hygiéniques. «Selon nos statistiques les plus récentes, Oxfam travaille avec 300 villages et 30 écoles dans deux provinces, l'Ituri et le Bas-Congo», informe Claire Lebeau.

Oxfam-Québec n'en est pas à son premier projet en RDC. L'organisation y est présente depuis 1984. Elle intervient dans différents domaines, notamment en santé maternelle et infantile pour prévenir la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant.

**Fausse croyances, pauvreté et conflits armés**

Il serait bien sûr facile d'arriver dans un village et de se contenter d'y construire un puits en trois semaines, signale Claire Lebeau. Mais cela ne garantit pas un changement durable dans les habitudes des Congolais. «La volonté d'adhérer à ce programme émane d'abord des villageois qui en font la demande au médecin chef de zone, dit la coopérante. Puis, la communauté se



OXFAM-QUÉBEC

En République démocratique du Congo, les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau.

dote d'un comité de gestion. Oxfam les appuie tout au long du processus qui s'étire sur une période de 9 à 12 mois avant d'obtenir la certification.»

Des équipes de travail secondent la communauté. Des animateurs leur apprennent à se laver les mains avant les repas et après avoir utilisé les toilettes. Des ingénieurs et des techniciens les aident à aménager une source d'eau ou un puits à moins de 500 mètres du village, ainsi que des latrines, des lavabains et des lavoirs pour les vêtements. Ces équipes sont composées à 98% de Congolais, ce qui permet de mieux communi-

quer avec les habitants. «J'étais la seule Blanche!», se rappelle Claire Lebeau.

Les embûches sont nombreuses. Il y a d'abord les bonnes habitudes à inculquer et les fausses croyances à débusquer. «Dans un village, on a constaté qu'il était de bon ton de déféquer en public, illustre Mme Lebeau. La grosseur des étrons démontrait la capacité d'un homme à bien nourrir sa famille. Or une telle pratique contribue à contaminer l'eau, puisque les eaux diluées emportent les matières fécales dans le ruisseau où s'abreuve les villageois.» La coopérante

se remémore aussi des Congolais ne voulant pas utiliser les latrines la nuit par crainte de la sorcellerie.

La pauvreté endémique exige le déploiement de trésors d'imagination. Ainsi, pour remplacer le savon, produit de luxe pour les campagnards congolais, on privilégie l'utilisation de la cendre filtrée, issue de la cuisson sur bois. «Ses propriétés désinfectantes sont les mêmes que celles du savon, explique Claire Lebeau. D'après nos évaluations, le fait de se laver les mains avec de la cendre a permis de réduire les maladies d'origine hydrique

[diarrhée, malaria et choléra] de 33% dans les villages.»

Si le Bas-Congo est l'une des régions les plus stables de la RDC, il en va autrement de l'Ituri, qui est considérée comme une zone post-conflit. «Il y a beaucoup de minerais dans le coin et c'est une source d'affrontement», observe la coopérante. «Il nous est arrivé d'abandonner des villages parce qu'on ne pouvait plus assurer la sécurité de nos équipes. Nous y revenions quand les choses se tassaient.»

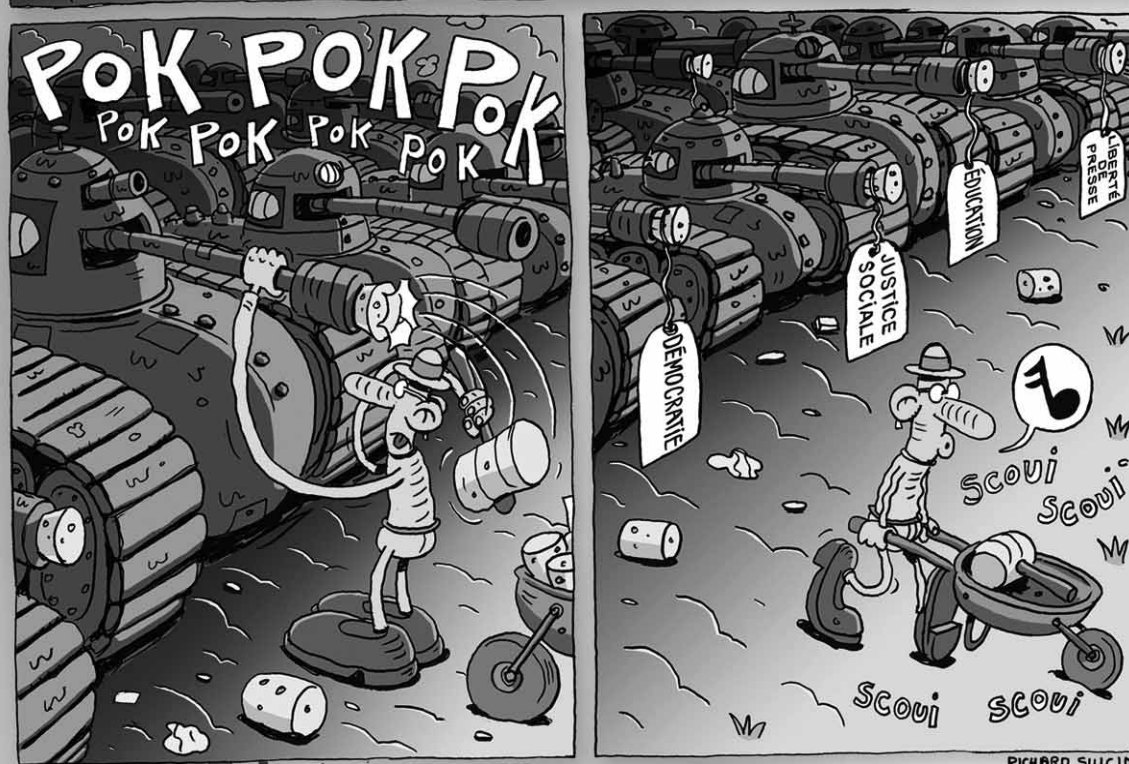
**Retombées**

Claire Lebeau a vu les repercussions du projet «Ecole et village assainis». «Au cours des 18 mois que j'ai passé là-bas, aucun de nos villages en processus d'assainissement n'a rapporté de cas de choléra, alors qu'il y avait une épidémie en Ituri», affirme-t-elle. Les mères ont déclaré que leur famille avait enfin réussi à se débarrasser des vers intestinaux. Et les petits de moins de cinq ans souffraient moins de la diarrhée, eux qui connaissent en moyenne six épisodes de cette maladie chaque année.

Au-delà des bénéfices pour la santé, le programme a permis aussi aux villageois de tisser une dynamique communautaire forte, ajoute Claire Lebeau. «À la toute fin, on leur remet un certificat et un drapeau. Ils en sont si fiers. Une grande célébration s'ensuit. Ils gagnent en estime d'eux-mêmes et ont envie de poursuivre le travail pour améliorer le sort de leur communauté. Parce qu'ils ont eu la preuve que c'est possible.»

Collaboratrice  
Le Devoir

### LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



NOUS AGISSONS POUR UN MONDE MEILLEUR

aqoci.qc.ca/sdi

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL du 1<sup>er</sup> au 7 février 2015



Canada

AQOCI

T.E.A.M.

## Bilan de cinq ans de coopération

Le 31 mars prochain marquera la fin du projet Éducation sans frontière mené par l'organisme Tous les enfants de l'autre monde (T.E.A.M.) en collaboration avec la Fondation Crudem. Un projet qui a duré cinq ans et au cours duquel des centaines de citoyens maliens, enfants et adultes, ont vu leur qualité de vie s'améliorer.

ASSIA KETTANI

Au cœur de ce projet de coopération lancé en 2010 figure un partenariat entre l'organisme T.E.A.M. et l'Association de femmes veuves et d'enfants déshérités (AFVED), née dans un quartier défavorisé de Bamako: Sabalibougou. Un quartier périphérique «très peuplé, très pauvre, avec peu de ressources», dit Mélanie Rheault, coordinatrice de programmes, où tous les défis se posent, qu'il s'agisse de précarité, de sécurité alimentaire, de santé, notamment à cause du paludisme, d'accès à l'éducation, en passant par l'insalubrité, les inondations et les coupures de courant.

Créée en 1987 à l'initiative d'une résidente du quartier, Founemouso Sakiliba, cette association est destinée en premier lieu à aider les mères veuves qui se retrouvent, du jour au lendemain, à devoir assumer une charge financière insurmontable. Les membres de l'association se rassemblent autour de la confection d'artisanat malien destiné à la vente, comme des bogolans (tissus teints), des tissages et des teintures traditionnelles, dont les profits permettent de subvenir aux besoins des enfants.

Dans une optique d'amélioration de la qualité de vie, le projet s'est décliné en plusieurs volets avec une volonté claire de permettre aux résidents d'avoir «plusieurs cordes à leur arc. Nous trouvons qu'il était important de proposer un projet multivolets qui corresponde vraiment à leurs besoins». Des projets d'ordre artistique, médical, ludique ou

éducatif se sont donc succédé avec un mot d'ordre: s'adapter à la réalité locale et privilégier les initiatives venues des habitants du quartier. «Nous n'avons pas voulu leur imposer notre vision. Dès l'écriture du projet, nous avons pris leurs idées et nous avons cherché à répondre à leurs besoins.»

On citera premièrement, côté formation, des ateliers de perfectionnement proposés aux femmes de l'association afin de parfaire leurs techniques de tissage, de teinture et de confection de bogolan. «Dans une situation économique marquée par la précarité, nous voulons les aider à être les plus compétitifs possible.» Quant au formateur, ce sont les membres de l'association eux-mêmes qui l'ont choisi. Côté santé, des infirmières ont offert des ateliers de santé préventive, de premiers soins et d'hygiène. Citons aussi des formations en électricité, en management de projet, en informatique ou encore en anglais, une langue très peu maîtrisée localement, mais «utile comme langue de commerce».

Au cours de ces cinq années de coopération, l'organisme a également épaulé la construction d'un bâtiment pour accueillir des formations, la création d'un cybercafé offrant un accès précieux à l'informatique ainsi que d'une cantine permettant d'offrir un service de dépannage alimentaire et de cuisine communautaire. De plus, les résidents ont bénéficié de distributions de poubelles et de l'organisation de collectes de déchets à l'aide d'un âne et d'une charrette,

VOIR PAGE H 3: BILAN



# COOPÉRATION INTERNATIONALE

HAÏTI

## Reconstruire par le livre

Cinq ans après le séisme, la reconstruction d'Haïti s'organise doucement. Si le pays a besoin de remonter ses structures, il est tout aussi essentiel de reconstruire les bibliothèques. Une ONG québécoise a mis sur pied un système qui redonne le goût de la lecture à la population haïtienne.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Le 12 janvier dernier marquait le 5<sup>e</sup> anniversaire du terrible séisme qui a frappé de plein fouet Haïti et a laissé derrière lui un pays en ruine avec plus de 300 000 morts, autant de blessés et 1,2 million de sans-abri. Depuis, la reconstruction peine à se mettre en place, mais on y arrive pourtant, et on voit ici et là de nouvelles constructions apparaître.

Partenariat pour le développement des communautés (PARDEC) est un organisme de coopération internationale basé à Montréal. Baudouin Kutuka Makasi en est le cofondateur et le directeur général. L'organisme travaille dans quatre domaines — l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité — et son mode de fonctionnement est particulier: « Pour élaborer notre façon de travailler, on s'est dit qu'au Sud il y avait beaucoup de besoins et qu'au Nord, par contre, il y avait beaucoup de ressources », explique Baudouin Kutuka. C'est pourquoi l'organisme a choisi d'intervenir sur la base de besoins identifiés par les collectivités du Sud en mobilisant les ressources au Nord et en les mettant à la disposition des partenaires. Ainsi, on ne trouve pas de bureaux de PARDEC à l'étranger, ce sont plutôt les organismes locaux qui communiquent leurs besoins, et PARDEC trouve les ressources et les appuie. « C'est notre philosophie, et nous croyons qu'on en retire une grande efficacité. »

« Quand on parle de la reconstruction d'Haïti, il y a deux visions. La plupart voient la nécessité de reconstruire les infrastructures. Nous, nous voyons la reconstruction en termes de savoir », aime à rappeler M. Kutuka, qui ajoute que c'est

en donnant aux Haïtiens la chance d'accéder à la lecture qu'ils découvriront ce qu'est le développement, la justice et la démocratie, et c'est ainsi qu'ils se mettront à développer eux-mêmes leur pays.

Le partenaire de PARDEC à Haïti est la Direction nationale du livre, un organisme gouvernemental créé en 2005 et qui a pour mandat de promouvoir le livre dans tous ses aspects à travers tout le pays au moyen de l'implantation de bibliothèques municipales et scolaires et de centres de lecture et d'animation culturelle. Le travail amorcé bien avant le séisme de 2010 a vu tous ses résultats anéantis lors de la catastrophe. Depuis, le programme était presque abandonné et devait se débrouiller avec de maigres moyens et s'organiser seul. L'urgence était donc de trouver un partenaire pour l'accompagner et l'appuyer. Puis PARDEC entre en jeu et travaille aujourd'hui à renforcer et accélérer l'implantation de bibliothèques et de centres d'animation culturelle, « parce qu'il ne suffit pas d'avoir des livres, mais il faut aussi animer les jeunes, surtout dans les milieux ruraux, où le centre devient le lieu de rencontre où ils peuvent regarder la télé et voir le monde qui les entoure ».

Le projet de PARDEC à Haïti se déploie sur trois grands axes: l'envoi de livres, la formation et la promotion d'échanges professionnels. Aujourd'hui, ce sont donc 22 000 livres qui ont été envoyés et distribués à Haïti. Vingt-quatre bibliothécaires ont aussi été formés, dont six dans le réseau municipal et dix-huit dans autant d'écoles. « Cette cohorte se composait en nombre équivalent d'hommes et de femmes. Nous tenons beaucoup à cette égalité », note fièrement Baudouin Kutuka. Pour ce qui est de la troisième phase du projet, celle-ci se met en branle doucement: « Nous sommes à créer un corridor pour promouvoir les échanges de professionnels et de stagiaires dans le domaine du livre pour venir appuyer les bibliothèques. Ainsi, des stagiaires haïtiens pourraient venir visiter et ainsi constater comment se déroule l'animation culturelle dans les bibliothèques ici et, à l'inverse, les bibliothécaires québécois pourraient aller à Haïti pour donner des stages. » Si ce corridor n'est pas encore mis en



PARDEC/BAUDOUIN KUTUKA MAKASI

Des jeunes filles à la bibliothèque du Collège Cœur-Immaculé-de-Marie à Port-au-Prince

place, le PARDEC est déjà en pourparlers avec la bibliothèque de l'arrondissement de Saint-Michel, qui affirme être prête à recevoir trois stagiaires haïtiens. Tout ce qu'il reste à trouver, c'est le financement... Actuellement, le PARDEC est associé avec un seul bailleur de fonds, la Fondation internationale Roncalli.

Dans le cadre de ce projet, plus de 100 000 livres devront encore être distribués. La Fondation des parlementaires québécois, qui est le partenaire de PARDEC, s'est donné pour mission de promouvoir l'éducation et la lecture et a fourni une grande partie de ces livres.

La formation des bibliothécaires s'effectue sur quatre jours et est assurée par des formateurs qui sont tous des bibliothécaires haïtiens. Dans cette formation accélérée, on passe en revue les principes de base de la bibliothéconomie; comment tenir une bibliothèque, classer les livres, dater les prêts et les retracer. Les établissements qui répondent aux critères établis par les partenaires désignent les stagiaires aptes à suivre la formation. Très peu de ces éta-

blissements possèdent déjà une bibliothèque; dans les autres, qui ont l'intention d'en créer une, on retrouve souvent une personne qui aide les enfants en difficulté. Ce sont donc ces personnes qui suivent la formation.

A Haïti, c'est un euphémisme de dire que les besoins sont énormes, et PARDEC souhaite que le projet prenne de l'ampleur et s'enrichisse des volets informatique et archives, où là aussi le travail ne manque pas, et c'est sans compter que jusqu'à présent il n'y a que la capitale qui a bénéficié du programme.

Pour conclure, Baudouin Kutuka se fait déterminé: « On a commencé le projet à Port-au-Prince et on en est au tout début, notre mission devrait s'étendre maintenant à tout le pays. Combien de temps ça va prendre? Pour l'instant, on n'en sait rien, mais certainement tant et aussi longtemps que la Direction nationale du livre aura besoin de nous. »

Collaboratrice  
Le Devoir

## BILAN

SUITE DE LA PAGE H 2

une initiative qui ciblait au départ une cinquantaine de familles, mais qui, devant l'engouement, s'est finalement étendue au triple. « Et si on avait pu, d'autres secteurs en voulaient aussi... »

Un volet culturel a par ailleurs permis aux jeunes de s'exprimer sur les difficiles réalités auxquelles ils sont confrontés, notamment à travers des pièces de théâtre. « La coopérante a fait un tour de table pour savoir quels sujets les jeunes voulaient aborder », raconte Mélanie Rheault. Leurs réponses? L'excision, le VIH/sida, la polygamie... Des sujets « très ambitieux » qui, en fin de compte, ont obtenu un franc succès. « Les jeunes filles étaient fières de pouvoir aborder ces thèmes, présentés avec humour et ouvertement aux membres de la communauté. Ça a été un envol, et les jeunes ont adoré l'expérience. » D'autres ont pu bénéficier d'une formation photo, suivie d'une exposition, ainsi que de la naissance d'une petite bibliothèque rassemblant jeux, et matériels scolaire, artistique et théâtral.

Même si Mélanie Rheault se dit « fière de tout ce qui a été accompli », elle rappelle que le contexte sociopolitique instable de ces dernières années a plusieurs fois compliqué les efforts. En effet, après deux premières années harmonieuses

où l'organisme a envoyé stagiaires et coopérants, le coup d'État de mars 2012 a forcé le retrait des coopérants et la cessation temporaire des activités. « Dans la boutique, les ventes étaient inexistantes, vu l'absence de touristes étrangers. Les coupures de courant longues et fréquentes ont endommagé les équipements de la cantine et empêché les activités du cybercafé. » A peine relevé de ce coup d'État, le pays a dû faire face à l'arrivée du virus Ebola, à une nouvelle fermeture des frontières et à une chute drastique de la fréquentation touristique. « Nous avons dû repenser plusieurs fois le projet afin de l'adapter aux réalités changeantes du pays. »

Un exemple: l'organisme a facilité l'acquisition de tribunes, d'un chapiteau et de chaises, que les membres de l'association peuvent louer pour des événements, des célébrations ou des réunions, « un concept très demandé dans la réalité africaine ». Une initiative d'autant plus pertinente qu'« une fois le matériel acheté, la location est une source de revenus. Il y a peu d'entretien à prévoir, l'électricité n'est pas nécessaire et il y a des besoins constants ».

Et même si le financement du projet touche à sa fin, l'organisme tient à ce que les initiatives nées au cours des cinq dernières années puissent perdurer. Alors que les nouveaux locaux de formation permettront à la poursuite de l'apprentissage, que la cantine et le cybercafé continueront d'ouvrir leurs portes, les jeunes qui ont

bénéficié de la formation photo pourront faire des contrats pour des mariages, des baptêmes ou différents événements, et ceux qui ont suivi une formation en électricité ont reçu des outils pour réaliser des travaux dans le quartier. Quant au théâtre, une jeune femme a été formée pour prendre la relève et aborder d'autres sujets du quotidien. La suite du programme? La violence faite aux enfants, les droits des enfants ou la guerre. « C'est important pour nous de les outiller pour la suite des choses. Nous avons privilégié des projets générateurs de revenus durables dans le temps. L'idée n'était pas de leur donner de la nourriture, mais de leur permettre d'avoir la dignité de répondre à leurs besoins. »

Collaboratrice  
Le Devoir



**LES VOLONTAIRES  
D'OXFAM-QUÉBEC  
SÈMENT L'ESPOIR  
DE FAÇON  
DURABLE!**

ANDRÉ SAUVÉ  
Porte-Parole bénévole

**PARCE QU'ENSEMBLE, NOUS FAISONS LA DIFFÉRENCE :**  
1844 OXFAMQC  
OXFAM.QC.CA

Notre programme d'engagement du public est financé par  
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

 Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

 Foreign Affairs, Trade and Development Canada





Un volet culturel a par ailleurs permis aux jeunes de s'exprimer sur les difficiles réalités auxquelles ils sont confrontés, notamment à travers des pièces de théâtre.

Parce qu'on sème

La petite agriculture familiale nourrit le monde



**Ensemble, mettons un terme à la faim!**

devp.org • 1 888 234-8533

 **Développement et Paix**

  @devpaix



# HISTOIRE DE DON

DES VOLONTAIRES CANADIENS DU CECI SONT ALLÉS AU MALI APPUYER L'INSTALLATION DE CANTINES SCOLAIRES...

## OBJECTIF

CONTRER  
LA MALNUTRITION

STIMULER  
LA SCOLARISATION  
ET L'ÉCONOMIE  
LOCALE



## SOLUTIONS

1 REPAS/JOUR

250K REPAS  
PAR AN

CUISINÉS  
PAR LES FEMMES  
DU VILLAGE

6 TONNES  
DE CÉRÉALES

ACHETÉES LOCALEMENT

## RÉSULTAT

1879 ÉLÈVES  
EN SANTÉ



ET UNE COMMUNAUTÉ  
FIÈRE D'Y  
CONTRIBUER

AU MALI COMME DANS 17 AUTRES PAYS  
LE CECI CHANGE DES VIES



AIDEZ-NOUS À RACONTER D'AUTRES HISTOIRES. DONNEZ À CECI.CA.